30-2010 Autorisation formation COMBEQ sur les droits acquis et les règlements à caractère discrétionnaire en matière d'aménagement et d'urbanisme pour Madame Marie-Pier Danis-Théberge.

Il est proposé par Réal Boissonneault et appuyé par André Normand que le Conseil autorise Madame^oMarie-Pier Danis-Théberge à aller suivre le cours de formation COMBEQ sur les droits acquis et les règlements à caractère discrétionnaire en matière d'aménagement et d'urbanisme qui aura lieu à Shawinigan les 6 et 7 mai 2010 et les frais seront défrayés par la municipalité.

31-2010 Demande Ministère du Transport du Québec pour travaux d'urgence.

Il est proposé par Yannick Trépanier et appuyé par Yvon Martel que le Conseil autorise la Municipalité de Saint-Valère à se porter garante pour toutes les interventions urgentes non prévisibles qu'elle effectuera à l'intérieur de l'emprise des routes sous la responsabilité du ministère des Transports du Québec durant l'année 2010. La municipalité nomme Monsieur Yvon Pellerin, inspecteur municipal, à titre de responsable. Pour tous les autres travaux de voirie pouvant être planifiés, la municipalité veillera à faire les demandes de permis auprès du Ministère dans les délais prescrits.

32-2010 Demande d'un délai à la CPTAQ pour le dépôt du schéma d'aménagement et du plan d'urbanisme.

ATTENDU QUE l'entrée en vigueur du Schéma d'aménagement et de développement de la Municipalité régionale de comté d'Arthabaska, deuxième génération a eu lieu le 4 avril 2008;

ATTENDU QUE la municipalité de Saint-Valère est en processus d'élaboration des règlements de concordance suite à l'entrée en vigueur du Schéma d'aménagement et de développement;

ATTENDU QUE le Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs a déposé un document déclarant le village de Saint-Valère zone inondable 0-20 ans avant l'adoption de la nouvelle réglementation de la Municipalité de Saint-Valère;

ATTENDU QUE l'entrée en vigueur de cette zone mettrait en péril le développement de la Municipalité car la zone inondable englobe tout le village et plus particulièrement le développement municipal;

ATTENDU QUE l'entrée en vigueur de cette zone menacerait également le développement économique de la Municipalité;

ATTENDU QUE l'adoption de la nouvelle réglementation a donc été remise à plus tard, le temps que la Municipalité engage une firme d'ingénieur afin de pouvoir contester ledit document déposé par le Ministère de l'Environnement;

ATTENDU QUE la Municipalité attend le verdict du Ministère de l'Environnement suite au dépôt du rapport des ingénieurs engagé par la Municipalité;

ATTENDU QUE la Municipalité adoptera sa nouvelle réglementation dès qu'elle aura reçu l'approbation du Ministère de l'Environnement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 59 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1), « *le conseil de toute municipalité dont le territoire est compris dans celui de la municipalité régionale de comté doit, dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du schéma révisé, adopter tout règlement de concordance* »;

32-2010

Demande d'un délai à la CPTAQ pour le dépôt du schéma d'aménagement et du plan d'urbanisme. (suite)

ATTENDU QU'en vertu de l'article 239 de cette même loi, « *le ministre peut prolonger, de sa propre initiative ou à la demande d'une municipalité régionale de comté, d'une municipalité (...), un délai ou un terme que leur impartit la présente loi, un règlement, une ordonnance, un avis ou un décret adopté ou rendu en vertu de la présente loi, si ce délai n'est pas expiré ou si ce terme n'est pas accompli. S'il le juge opportun, le ministre peut accorder un nouveau délai ou fixer un nouveau terme, à la demande de la municipalité régionale de comté, de la municipalité (...) en défaut, selon les conditions qu'il détermine* »

ATTENDU QUE la municipalité a déposé lors de l'assemblée du 11 janvier 2010 au ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire une demande afin de prolonger le délai pour l'adoption des règlements de concordance de la Municipalité Saint-Valère jusqu'au 11 janvier 2012.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Yannick Trépanier et appuyé par André Normand que le Conseil demande à la Commission de la Protection du Territoire Agricole du Québec de prolonger le délai pour l'adoption du schéma d'aménagement et du plan d'urbanisme de la Municipalité Saint-Valère jusqu'au 11 janvier 2012.

33-2010

Demande d'autorisation à la CPTAQ de Monsieur René Lévesque sur le lot 1014-P. Canton de Warwick.

ATTENDU QUE Monsieur René Lévesque, s'adresse à la Commission de protection du territoire agricole du Québec aux fins suivantes :

➤ **AUTORISER** Monsieur Marcel Lévesque à lotir et à aliéner l'immeuble faisant l'objet de la requête en faveur du demandeur Monsieur René Lévesque et, par voie de conséquence en faveur des mis-en-cause et futurs acquéreurs, Monsieur Jean-François Côté et Madame Natércia Cabeceiras;

➤ **AUTORISER** une utilisation à des fins autres que l'agriculture de l'immeuble visé par la demande, soit à des fins résidentielles pour l'utilité de l'immeuble résidentiel du demandeur portant le numéro civique 713, rang Landry, Saint-Valère (Québec);

ATTENDU QUE l'immeuble visé par la demande est en grande partie occupé par Monsieur René Lévesque depuis longtemps, soit depuis au moins 45 ans;

ATTENDU QU'on y retrouve l'empiètement du garage construit en grande partie sur la propriété du demandeur, de même qu'un abri attenant à ce garage et une remise construit par et appartenant au demandeur Monsieur René Lévesque;

ATTENDU QUE le sol est déjà aménagé sur pelouse et à des fins résidentielles et qu'il est utilisé par les enfants du demandeur, dès leur bas âge, en espace de loisirs;

ATTENDU QUE sur la partie du lot 1014 apparentant au demandeur suivant acte publié sous le numéro 160 459, on y retrouve quelque 85 pommiers et quelques cerisiers;

ATTENDU QUE le garage, l'abri et la remise ont été construits avant l'entrée en vigueur de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*;

ATTENDU QUE Monsieur Marcel Lévesque exploite une entreprise de grande culture maraîchère, et que son entreprise est immatriculée sous le nom de MARCEL LÉVESQUE MOISSONS INC. au Registraire des entreprises; sous le matricule 1162932074;

33-2010

Demande d'autorisation à la CPTAQ de Monsieur René Lévesque sur le lot 1014-P.
Canton de Warwick. (suite)

ATTENDU QUE dans les faits, la nouvelle description technique de l'immeuble visé évite certaines courbes vers le nord, ce qui a pour effet de donner à l'immeuble une figure beaucoup plus rectiligne et plus pratique pour l'exploitation de la propriété de Monsieur Marcel Lévesque;

ATTENDU QUE Monsieur Marcel Lévesque demeure propriétaire du résidu de sa propriété si bien qu'il continuera d'avoir facilement accès à la partie située à l'arrière de l'immeuble visé;

ATTENDU QUE l'immeuble visé par la demande constitue une bande protectrice entre les champs de grande culture de Monsieur Marcel Lévesque et la résidence du demandeur, permettant de protéger tant ses intérêts que ceux des occupants du 713, rang Landry, Saint-Valère;

ATTENDU l'empiètement, de longue date, du garage appartenant au propriétaire de l'immeuble portant le numéro civique 713, rang Landry, Saint-Valère, comprenant un abri y attenant et la présence d'une remise construite par le demandeur pour l'utilité de son immeuble sis au 713, rang Landry, Saint-Valère, le tout avec la tolérance et sans opposition du propriétaire en titre de l'immeuble visé, Monsieur Marcel Lévesque et de ses auteurs;

ATTENDU QUE la vente de l'immeuble visé par la demande n'aura aucun impact majeur négatif sur la vie et la rentabilité de l'entreprise du propriétaire Monsieur Marcel Lévesque;

ATTENDU QUE les activités agricoles seront maintenues dans le secteur et ce, sans impact, car l'immeuble visé sert à des fins résidentielles depuis fort longtemps;

ATTENDU QUE le projet maintient l'homogénéité du milieu, sans ajouter des contraintes nouvelles à l'agriculture;

ATTENDU QUE le projet préserve les ressources eau et sol dans la municipalité;

ATTENDU QUE le projet favorise le maintien d'une occupation dynamique du territoire dans ce secteur de la municipalité de Saint-Valère;

ATTENDU QUE cette demande ne porte pas préjudice aux entreprises agricoles du secteur qui désireraient s'implanter, se développer ou diversifier leurs productions.

EN CONSÉQUENCE, il est résolu que la Municipalité de Saint-Valère se montre favorable à la demande adressée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec par Monsieur René Lévesque en vue d'autoriser l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à des fins autres qu'agricoles d'une partie du lot 1014 du cadastre officiel du canton de Warwick, d'une superficie de 1 325,8 mètres carrés, en la municipalité de Saint-Valère, tel que le tout est montré le plan annexé à la description technique préparée par Monsieur Daniel Collin, arpenteur-géomètre, sous le numéro 28 063 de ses dossiers.

34-2010

Autorisation de dépenses pour le brunch du mois de mars (pour les nouveaux arrivants).
Il est proposé par Yvon Martel et appuyé par Yannick Trépanier que le Conseil autorise les dépenses pour le brunch du 21 mars 2010 en l'honneur des nouveaux arrivants de Saint-Valère.

35-2010 Brunch bénéfique Avenues Santé Bois-Francs dimanche 21 février 2010.
Il est proposé par Réal Boissonneault et appuyé par Yvon Martel que le Conseil autorise les dépenses pour le brunch du 21 février 2010 au bénéfice d'Avenues Santé Bois-Francs.

36-2010 Résolution reddition de compte Programme d'aide à l'entretien réseau local 2009.

ATTENDU QUE le ministère des Transports du Québec a versé une compensation 167 609,00 \$ pour l'entretien du réseau routier local pour l'année civile 2009;

ATTENDU QUE les compensations distribuées à la municipalité visent l'entretien courant et préventif des routes locales 1 et 2 ainsi que les éléments des ponts dont les municipalités sont responsables et situés sur ces routes;

ATTENDU QUE la présente résolution est accompagnée de l'**annexe A** identifiant les interventions réalisées par la municipalité sur les routes susmentionnées;

ATTENDU QU'un vérificateur externe présentera dans les délais signifiés pour le dépôt de la reddition des comptes l'**annexe B** dûment complétée;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par André Normand et appuyé par Réal Boissonneault que le Conseil autorise la municipalité de Saint-Valère à informer le ministère des Transports du Québec de l'utilisation des compensations conformément aux objectifs du Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local.

37-2010 Paiement quote-part Régie intermunicipale de sécurité incendie Bulstrode 2010.
Il est proposé par André Normand et appuyé par Yannick Trépanier que le Conseil autorise le budget total dédié à la Régie intermunicipale de sécurité incendie de Bulstrode au montant de 63 029,00 \$ payable de la façon suivante: 01^{er} versement de 15 779,00 \$ le 15 février 2010, 02^{ième} versement de 15 750,00 \$ le 15 avril 2010, 03^{ième} versement de 15 750,00 \$ le 15 juillet 2010 et le 04^{ième} versement de 15 750,00 \$ le 15 octobre 2010. Les prévisions budgétaires pour l'année 2010 est de 285 200,00 \$.

Je, soussigné, certifie par les présentes qu'il y a des crédits disponibles pour payer les dépenses autorisées par les résolutions suivantes:

27-2010, 30-2010, 34-2010, 35-2010, 37-2010.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat, ce 02^{ième} jour du mois de février deux mille dix.

Le directeur général
et secrétaire-trésorier,

Jocelyn Jutras

38-2010

Clôture de la séance.

Il est proposé à 20h50 par André Normand que la séance est levée.

Le maire a pris connaissance de toutes les résolutions qui précèdent et est en accord.
En conséquence, il n'exercera pas son droit de veto.

Louis Hébert
Maire

Louis Hébert
Maire

Jocelyn Jutras,
Directeur général
et secrétaire-trésorier